

t-ils des cons ?

LA CHRONIQUE
DE JACQUES JULLIARD

Pandraud hors-la-loi



A qui donc M. Robert Pandraud vient-il de sacrifier son honnabilité politique ? A qui le ministre de la Sécurité a-t-il fait secrètement l'hommage de son lapsus volontaire ? Car il faut croire les journalistes qui ont recueilli ses propos, nos confrères du « Monde », Philippe Boggio et Alain Rollat. Quand il s'est écrié : « *Si j'avais un fils sous dialyse, je l'empêcherais de faire le con dans la nuit* », M. Pandraud n'improvisait pas. Au contraire : l'apprenti comédien en faisait des tonnes, comme on dit au théâtre. Pourquoi ? A-t-il voulu redistribuer les cartes avec Charles Pasqua, endosser sa part du fardeau de l'impopularité ? Ou bien, songeant aux prochaines élections, espère-t-il, par l'accumulation de petites ignominies, damer le pion à Le Pen et s'attirer la reconnaissance des honnêtes gens ? On ne le sait, mais en une phrase M. Pandraud nous en apprend beaucoup sur l'idée qu'il se fait de l'autorité parentale, du droit des étudiants à manifester et du cœur des « honnêtes gens ».

Ce ne sont là pourtant que des à-côtés de l'affaire. L'essentiel, c'est que, depuis quelque temps, nos ministres de l'Ordre ont choisi de se placer au-dessus de la loi. Hier, c'était M. Pasqua qui affirmait paisiblement : « *La démocratie s'arrête là où commence l'intérêt de l'Etat.* » Si vous l'ignoriez, M. Pandraud vous l'apprend : Malik Oussekin n'avait pas son bachot. C'était un mauvais élève. Et son frère, un financier douteux. Dans ces conditions, les flics auraient eu tort de se gêner. Défoncer à coups de matraque le crâne d'un non-bachelier n'est, après tout, pas si grave, et M. Robert Pandraud, qui dit un peu plus loin « *Les vitrines, ça se remplace, pas les crânes* », n'est pas dépourvu du sens de la nuance : il y a crâne et crâne. Ainsi ne suffit-il pas qu'une poignée de policiers galeux assassine des passants qui avaient le tort de passer. Il faut encore que le chef des policiers s'empresse d'abaisser, de salir les victimes. Nous avons déjà vu cela dans les « bavures » de la rue de Mogador et de l'affaire William Normand. On ne se contente plus de tuer les suspects, il faut encore suspecter les morts.

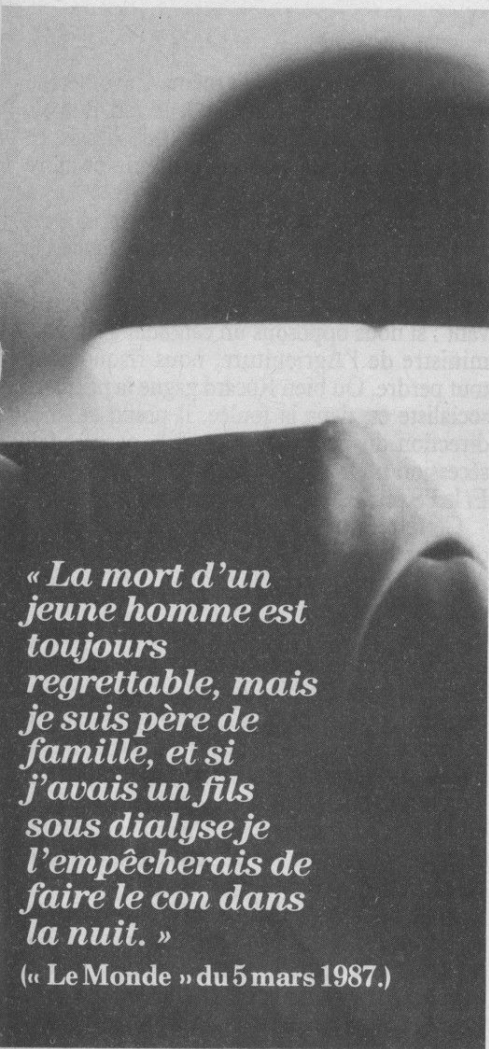
Monsieur le ministre de la Sécurité, qui nous traite comme des lâches, nous prend aussi pour des imbéciles. Il veut nous faire croire

qu'au hasard de leurs ratonades ses brebis noires connaissent les antécédents de leurs victimes et que ces antécédents pourraient leur servir de justification. Il veut nous faire admettre que c'est la dialyse des reins qui rend dangereux les coups sur la tête. Il ne se contente pas d'écraser les crânes, il faut aussi qu'il nous matraque le cerveau.

Ainsi, chaque gouvernement se révèle au travers de sa pathologie. Hier, à gauche, c'était la jobardise ; aujourd'hui, à droite, c'est le cynisme. Il existe pourtant des crimes de forfaiture. Et c'est l'honneur de la démocratie américaine que de considérer les emplois publics comme une circonstance aggravante pour l'accusé. Nous l'avons vu avec le Watergate, nous le voyons avec l'Irangate. Mais en France, quand on entre au gouvernement, il est entendu que l'on est mis en congé de rectitude. Greenpeace a fait de Charles Hernu un présidentiable ; et nous avons vu récemment de jeunes crétiens du RPR accueillir Pandraud et Pasqua aux cris de « *Starsky et Hutch* », les policiers au cœur pur. Sans doute ne devons-nous rien oublier, ni le magnifique travail de la police dans l'affaire d'Action directe, ni le dévouement de la grande majorité des policiers, ni la part de Pandraud et de Pasqua dans cette réussite, ni la nécessité d'une union nationale pour résister au chantage et au terrorisme. C'est justement parce que cette union est nécessaire que M. Pandraud nous paraît aujourd'hui peu qualifié pour y présider. Certes, le mépris des droits de l'homme et de la démocratie ont déjà été présentés dans le passé comme une condition de l'efficacité : sur la Révolution française, ce sophisme nous a conduits à Fouquier-Tinville et aux lois de Prairial ; sous le bolchévisme, il a conduit à Staline et aux procès de Moscou. Autrement dit, il ne suffit pas à la démocratie de respecter ses lois pour triompher à tout coup de ses ennemis ; mais il lui suffit de les bafouer pour que sa victoire elle-même la condamne à la ruine. Dans un Etat de droit, on ne permettrait pas à des membres du gouvernement de salir leurs victimes. Dans un Etat de droit, les citoyens exigeraient et obtiendraient la punition des meurtriers de Malik Oussekin.

Dans un Etat de droit, on ne tolérerait pas que M. Robert Pandraud reste ministre de la Sécurité.

J.J.



« La mort d'un jeune homme est toujours regrettable, mais je suis père de famille, et si j'avais un fils sous dialyse je l'empêcherais de faire le con dans la nuit. »

(« Le Monde » du 5 mars 1987.)

entre les créateurs. S'ils ont un rôle, c'est d'abord celui de permettre aux citoyens d'accéder à une culture déjà produite sans eux ; c'est ensuite d'assurer les conditions de la diffusion des productions culturelles. C'est enfin, et c'est peut-être ce que Jack Lang a fait de mieux, d'établir des passerelles entre les producteurs de culture classique et ceux de la contre-culture. Parce qu'au nom du refus de l'establishment, de la hiérarchie et du pouvoir les adolescents risquaient de tout rejeter, y compris le meilleur.

J.D.

(1) « *Fellini par Fellini* », Calmann-Lévy.

(2) Gallimard. (Voir aussi p. 79 le dialogue entre Alain Finkielkraut et Laurent Joffrin.)

(3) « *L'Eloge des intellectuels* », à paraître prochainement chez Grasset.

Voir notre dossier
« Les 13-17 ans à cœur ouvert »,
p. 74 à 87